

Les diplomates allemands
demandent aux États-Unis
des vacances de Pâques.
Leurs sous-marins en prendront-ils aussi?

Le sophisme
de la compétence

Les adversaires du contrôle parlementaire aux armées répètent sans se lasser, sous mille formes différentes, un argument unique : « Pour inspecter les généraux, les pékins de la Chambre et du Sénat sont incompétents ! De quoi se mêlent ces avocats, ces instituteurs, ces négociants, ces médecins ! Comprenez-ils seulement un mot à la stratégie ? »

A prendre ce raisonnement à la lettre, il n'y aurait plus qu'à fermer le Parlement. S'il est incompétent pour contrôler les choses militaires, il est non moins incompétent pour contrôler tous les autres services publics : l'hygiène et la police, l'enregistrement et les transports, les mines et les forêts, etc. Seuls les techniciens : généraux, ingénieurs, policiers et bureaucrates, seraient qualifiés pour se contrôler eux-mêmes, chacun dans leur propre spécialité. Les différents services publics deviendraient ainsi autant de petites républiques autonomes qui s'administreraient souverainement et qui ne connaîtraient l'Etat que pour lui présenter la note à payer. Poussé à l'extrême, le culte de la compétence aboutirait au démembrement de l'action gouvernementale, réduite à l'état de fiction, et à l'annulation pure et simple de l'action parlementaire.

A quoi bon nommer tous les quatre ans des députés, si leur rôle doit se borner à voter, les yeux fermés, des crédits dont il leur sera interdit de contrôler l'emploi et le rendement ? Faisons du moins l'économie de représentants qui ne représentent plus rien.

Mais le sophisme de ces endormeurs, qui couvrent tous les abus derrière le dogme de la compétence, est vraiment trop facile à percer. Autre chose est administrer, commander ; autre chose, surveiller, contrôler.

Personne n'a jamais songé à confier à des parlementaires la conduite des armées ni l'administration des services publics. Ce qu'on leur demande est beaucoup plus modeste. Cela ne veut pas dire que cette tâche modeste ne soit pas des plus urgentes.

Un simple citoyen, sans compétence quelconque, est parfaitement qualifié pour apprécier le rendement des chemins de fer. Il ne sait pas un mot de l'art de tracer les graphiques, mais il sait fort bien, quand il voyage, si les trains arrivent à l'heure, si les wagons sont chauffés et éclairés, si les employés sont en nombre suffisant, etc. Sans connaître un mot de l'art médical, un malade sait parfaitement si le médecin qu'il a consulté a réussi à le guérir. Les ouvriers des mines n'ignorent pas le mérite réel des ingénieurs qui veillent à leur sécurité, etc., etc.

Pourquoi donc la conduite des opérations militaires, d'où dépend la vie même de la nation, aurait-elle ce singulier privilège d'échapper à l'examen de tous ceux qui ne sont pas généraux et qui ne sont pas sortis de l'Ecole de guerre ? Pourquoi serait-elle réservée à la seule appréciation des brevets d'état-major ? J'ai beaucoup de respect pour la stratégie, comme pour toutes les choses que je n'ai pas étudiées, mais précisément parce que la stratégie m'inspire une haute estime, je crois fermement qu'elle relève, comme toutes les autres disciplines, des règles du bon sens. Je me dis avec le sens commun que, si le meilleur médecin est celui qui guérit son malade, le meilleur général doit être celui qui remporte la victoire.

Il n'est pas question, encore une fois, de demander aux pékins de la Chambre et du Sénat de diriger les armées. Il ne s'agit pas de pourvoir de grands commandements ceux d'entre eux qui sont au front depuis vingt mois et qui ont dû acquiescer pendant ce stage assez long à quelque expérience des choses militaires. Je ne demande pas que le député-colonel Messimy, qui s'est brillamment distingué pourtant à maintes reprises, soit placé à la tête de notre état-major. Non ! commander les armées est une chose, contrôler le commandement en est une autre.

Contrôler le commandement, en quoi cela consiste-t-il ? Cela ne signifie nullement que le contrôleur se permette de donner des conseils aux généraux, qu'il leur fera des observations, des reproches, etc. Pas du tout ! Contrôler le commandement, c'est s'assurer tout simplement que les ordres donnés soit

par le ministre, soit par le G. Q. G. sont exécutés, et de quelle façon. Pour faire cette constatation, point n'est besoin d'avoir jamais ouvert le moindre traité de tactique. Il suffit de se faire représenter les différents registres d'ordres et les rapports sur les opérations que ces ordres ont prescrits. Pour s'assurer si tel point du front a été fortifié d'après les instructions officielles, il n'est besoin que de connaître ces instructions et d'aller voir sur place comment elles ont été comprises et exécutées. Pour constater si les tranchées ont été creusées, si le nombre de canons prescrit a été mis en place, si les munitions sont arrivées au point désigné, si les chemins de fer de campagne ont été construits et fonctionnent, etc., etc., n'importe quel pékin peut être compétent.

Le pékin, c'est entendu, qui ira contrôler, ne devra pas s'immiscer dans le commandement. Il n'aura pas à dire son sentiment sur l'emplacement de ces tranchées, de ces bouches à feu, de ces munitions, de ces chemins de fer. Il n'aura qu'à constater si les ordres qui ont été donnés ont été réellement exécutés. Il ne lui faudra pour cela qu'une paire de bons yeux. Je crois sincèrement qu'on peut en trouver, même au Parlement.

Albert Mathiez

Le feld-maréchal von der Goltz
SERAIT MORT

L'Agence Havas a reçu hier une dépêche d'Amsterdam annonçant la mort du feld-maréchal von der Goltz.

Voici ce télégramme :

Amsterdam, 22 avril.

Un télégramme officiel de Berlin annonce la mort, survenue le 19 avril, du maréchal von der Goltz, à la suite d'une fièvre cérébrale, au quartier général de son armée en Turquie.

Si la nouvelle est confirmée, ce qui est vraisemblable, étant donné le caractère officiel de la dépêche, elle causera parmi nos ennemis une grande émotion, principalement en Turquie où l'on comptait sur le défunt pour rétablir la situation si gravement compromise par les derniers succès russes.

Quant à l'Allemagne, elle perd sinon un de ses meilleurs généraux, du moins un de ses plus brillants écrivains militaires.

Le maréchal von der Goltz s'était fait remarquer très peu d'années après la guerre de 1870, qu'il avait suivie comme lieutenant attaché à l'état-major du prince Frédéric-Charles, par la publication de trois volumes dont l'un avait pour titre : *Léon Gambetta et ses armées*. Dans cet ouvrage, qui fut très commenté en France, le jeune écrivain rendait pleine justice aux efforts du chef du gouvernement de la Défense Nationale et de M. de Freycinet, mais il y préconisait le service de deux ans, ce qui lui valut d'être mis en disgrâce. Il dut quitter le grand Etat-Major et fut envoyé dans un régiment d'infanterie. Cet exil ne fut cependant pas de longue durée et, au bout de dix-huit mois, von der Goltz était affecté à la section historique de l'Etat-Major. Coup sur coup, il publia plusieurs ouvrages dont l'un, *La Nation armée*, eut un retentissement mondial. Il fut alors désigné pour réorganiser l'armée turque et jusqu'en 1895, il s'adonna tout entier à cette tâche, s'efforçant de faire pénétrer les traditions de l'armée prussienne parmi les officiers du Sultan.

De retour en Allemagne, l'Empereur le nomma en 1898 inspecteur général du génie, fonctions pendant lesquelles il exerça une grosse influence sur les ingénieurs et les artilleurs.

Commandant du 1^{er} corps d'armée en 1902, puis inspecteur de la 6^e armée, il prit sa retraite en 1913 avec le grade de feld-maréchal qui lui avait été donné en Turquie et qui lui fut conservé en Allemagne.

Quand la guerre actuelle éclata, von der Goltz ne reçut pas de commandement, mais, après avoir pendant quelque temps gouverné la Belgique envahie, il fut envoyé en Turquie qui venait de prendre rang parmi nos ennemis.

Il venait d'être désigné pour lutter contre le grand-duc Nicolas et c'eût été le premier commandement en chef qu'il eût exercé devant l'ennemi.

La mort l'a surpris avant qu'on ait pu savoir si le stratège pratique était à la hauteur du théoricien.

ARMÉE D'ORIENT

En riposte à un raid d'avions ennemis sur des villages de la frontière grecque, un de nos avions a lancé quatre bombes sur la ville de Sofia.

Les jours se suivent

L'autre ennemi

Je reçois de M. Ferdinand Buisson la lettre suivante :

Paris, le 19 avril.

Mon cher président,

Voulez-vous me permettre de vous communiquer l'article ci-joint ?

Après en avoir pris connaissance, vous seriez infiniment aimable de me faire savoir :

1^o Si, en principe, vous accueilleriez l'idée de rapprocher, pour l'action commune contre l'alcoolisme, les diverses forces sociales et d'organiser entre elles, à cet effet, une conférence d'entente ;

2^o S'il entrerait dans vos convenances de prendre part aussitôt après les congés de Pâques à une première réunion préparatoire, où seront examinées les conditions de convocation de la conférence projetée.

Veuillez agréer, mon cher président, l'expression de mes cordiales sympathies.

F. Buisson.

Je ne suis « président » de rien, mais je n'en ai pas lu avec moins de plaisir l'article que M. Buisson veut bien me communiquer.

Il y présente aux lecteurs du Manuel général de l'instruction primaire le volume de M. Jean Finot dont l'œuvre a déjà parlé et qui porte ce titre-programme : *L'Union sacrée contre l'alcoolisme*.

Si nous ne savions pas encore que c'est un livre excellent, il nous suffirait, pour en être sûrs, d'entendre M. Ferdinand Buisson observer :

La meilleure preuve que son initiative n'a pas passé inaperçue, vous la trouverez dans sept ou huit grands blancs pratiqués par la censure au cœur de cet ouvrage. Un tel ouvrage d'un tel auteur mutilé par les ciseaux du gouvernement ! Cela fait rêver. Et si l'on fait tout cela, cela réjouit. A la bonne heure ! Il s'est donc trouvé un homme dont les paroles ne sonnent pas creux : elles ont gêné quelqu'un. Il n'en faut pas davantage pour lui gagner d'avance notre sympathie.

Cette malicieuse remarque n'est-elle pas de la meilleure psychologie ? Un coup de ciseaux d'Anastase désigne un auteur comme une balafre signe le visage d'un héros. Parmi les combattants de la pensée comme parmi nos poilus, il y a les mutilés de la guerre, et ce sont ceux-là que nos regards suivent avec le plus de reconnaissance et d'admiration.

Suivons celui-ci, comme M. Buisson nous y exhorte, ou plutôt suivons M. Buisson lui-même, qui invite toutes les sociétés antialcooliques à concentrer leurs efforts. Nous sommes ici d'autant mieux disposés à seconder son entreprise que nous n'avons pas attendu la guerre pour mener la même campagne contre la bistrocratie. C'est dans l'œuvre que le mot fut imprimé pour la première fois, et, naguère encore, je demandais à la Ligue contre l'alcoolisme d'établir pareillement un programme d'action commune, sur lequel auraient pu se mettre d'accord tous les Français qui ont déclaré la guerre à « l'assommoir national ».

Car, pour cette guerre-là, comme pour l'autre, la coordination des forces et l'unité de direction sont indispensables. Et l'œuvre répondra toujours avec empressement aux appels de ce genre...

Mais je suppose que je n'ai pas été seul dans la presse française à recevoir la lettre de M. Buisson, et qu'elle fut adressée à d'autres journaux... Je serais curieux de savoir combien vont y répondre.

Gustave Téry

ÉCONOMIES

Le problème se pose ainsi : transporter de Saint-Malo à Dinard 88 plateaux isolateurs en bois.

De Saint-Malo à Dinard, il y a 3 kilomètres par mer, et le patron du vieux bateau qui fait le service demande 3 francs pour le transport des plateaux.

Mais ce mode de convoi n'est pas administratif. Et l'administration préfère expédier ses plateaux par voie ferrée, via Dol et Dinan, soit 72 kilomètres ; une dépense de 12 francs 60.

Après tout, il y a peut-être économie. Car le transport par mer eût nécessité un échange de notes et de rapports entre l'intendance et le ministère de la marine... On eût certainement dépensé plus de douze francs de papier.

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot
Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-51
Après 9 heures : GUT. 59-39

Directeur :
GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS			
1 An	6 Mois	3 Mois	1 Mois
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

La situation devant Verdun

Les Communiqués

15 heures

En BELGIQUE, notre artillerie a canonné énergiquement le secteur à l'est de la route YPRES-PILKEN pendant l'action engagée sur ce point par les troupes britanniques.

A l'ouest de la MEUSE, après une violente préparation d'artillerie, l'ennemi a attaqué, au cours de la nuit, nos positions sur les pentes nord du MORT-HOMME.

Les Allemands qui avaient réussi à prendre pied dans notre première ligne en ont été rejetés peu après par notre contre-attaque, qui nous a rendu tout le terrain antérieurement conquis par nous.

Une autre attaque, avec emploi de liquides enflammés, a été lancée sur nos tranchées au nord du bois des CAURETTES ; elle a été complètement repoussée.

A l'est de la MEUSE, hier en fin de journée, à la suite du bombardement intense de nos lignes, depuis la MEUSE jusqu'au fort de VAUX, les Allemands ont garni de troupes leurs tranchées devant leur front entre l'étang et le fort de VAUX.

Une contre-préparation d'artillerie, immédiatement déclenchée, a fait avorter ces préparatifs et causé des pertes sérieuses à l'ennemi.

Au bois LE-PRÊTRE, quelques combats de patrouilles.

Nuit calme sur le reste du front.

23 heures

En ARGONNE, lutte de mines assez active à VAUQUOIS et à la FILLE-MORTE. Nous avons bombardé les voies de communication en arrière du front ennemi.

A l'ouest de la MEUSE, après un violent bombardement, les Allemands ont lancé deux attaques successives sur nos positions entre le MORT-HOMME et le ruisseau de BETHINCOURT. Par deux fois nos tirs de barrage et nos feux de mitrailleuses ont obligé l'ennemi à rentrer dans ses tranchées en lui infligeant des pertes considérables.

A l'est de la MEUSE, bombardement assez vif de nos premières et deuxième lignes.

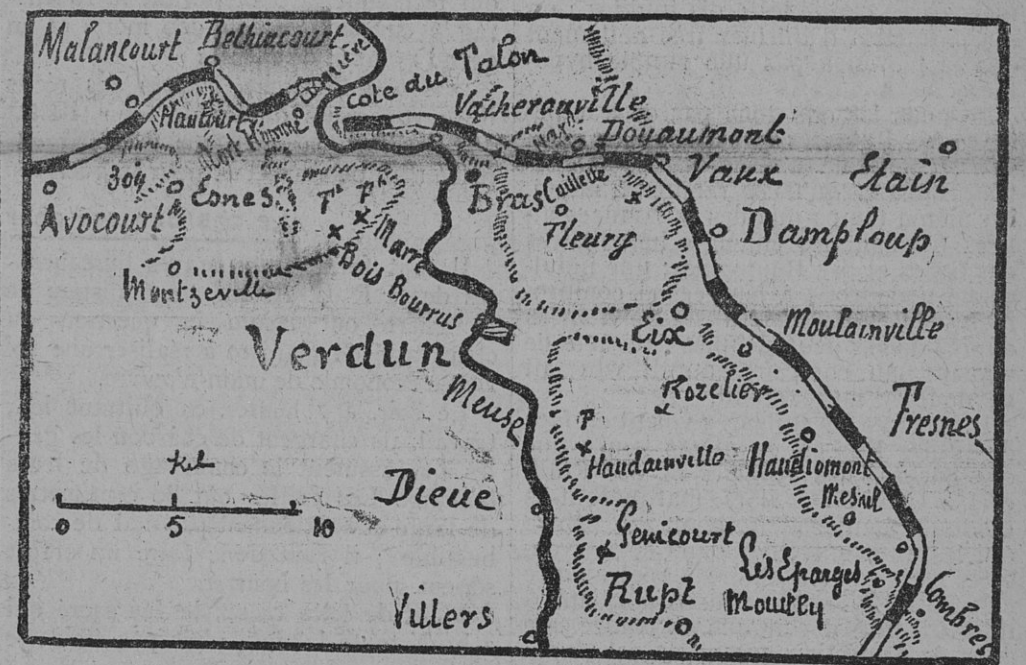
En WOËVRE, journée relativement calme.

Une de nos pièces à longue portée a canonné la gare de VIGNEULLES (nord-est de SAINT-MIHIEL). Un commencement d'incendie s'est déclaré dans un bâtiment voisin de la gare ; la voie ferrée a été coupée.

Rien à signaler sur le reste du front.

LA GUERRE AÉRIENNE

Une de nos escadrilles de bombardement a jeté vingt obus sur les bivouacs ennemis près d'Azannes et Villers-lès-Mangiennes (nord-est de Verdun).



D'Avocourt à Béhincourt, sur une étendue de huit kilomètres, les tranchées allemandes les plus avancées mordent au pied les contreforts occidentaux et septentrionaux de la fameuse hauteur 304, au nord d'Esnes. Trois kilomètres de terrain découvert seraient à parcourir par une attaque partant de ces tranchées. L'ennemi s'en est rendu compte le 9 avril ; depuis cette date, il n'a plus rien tenté de ce côté.

Après Béhincourt, la ligne s'accroche au flanc nord du Mort-Homme. Le Mort-Homme, il est bon de le rappeler, est une longue arête de cinq kilomètres, orientée du nord au sud, qui se soude à la crête Bois-Bourrus, Marre, dont l'orientation lui est perpendiculaire.

Cette arête est marquée par un certain nombre de sommets dont le plus septentrional est coté 265 ; les Allemands l'occupent. Le suivant, point culminant du système, est coté 295 ; le 10 avril, nos adversaires en sont arrivés à 200 mètres, pas plus loin. Notons, d'ailleurs, que ce mamelon permettrait, tout au plus, l'installation d'une compagnie. A partir de ce point, le front boche suit la route de Béhincourt à Cumèrès ; nous lui avons enlevé, le long de ce chemin, le 20 avril, quelques tranchées, notamment au nord du bois des Caurettes, entre la cote 295 et Cumèrès. Il a essayé de nous les reprendre dans la nuit du 21 au 22, mais, malgré ses liquides enflammés, il n'a point réussi. Y parviendrait-il, il lui faudrait ensuite cheminer de la façon la plus pénible, de sommet en sommet, sous le feu de la crête de Marre.

Sur la rive droite de la Meuse, les éléments qui occupent la cote du Talon ne peuvent déboucher ailleurs que dans une prairie inondée.

En face de Vacheraville et de Bras, que nous tenons, s'élève la cote du Poivre : l'ennemi en occupe la crête. Il

a devant lui, dans la partie sud du bois d'Hardaumont, un ravin extrêmement difficile à franchir, qui fut, le 17 avril, le tombeau de nombreux de ses soldats. Enfin, il est maître du village et du fort de Douaumont et de la route qui réunit ce fort au village de Vaux, localité dont il partage avec nous la possession.

C'est sur ce front de neuf kilomètres, de Vacheraville à Vaux, que les attaques de nos adversaires sont les plus vives et les plus fréquentes. Cela se conçoit, car c'est là qu'il approche le plus près de Verdun.

Après six jours d'accalmie, cinq divisions — fraîches ou reconstituées — ont repris l'attaque arrêtée depuis le 11 avril, et depuis le 17 la lutte s'y poursuit, assez confuse au demeurant.

Le premier jour, les Allemands enlèvent un petit saillant de notre ligne au sud du bois du Chauffour ; une contre-attaque nous le rend.

Le 19, nous prenons à notre tour l'offensive et faisons 214 prisonniers au nord-ouest de Vaux.

Le 20, nouvelle tentative allemande, entre la ferme Thiaumont et l'étang de Vaux. Nouvel insuccès, nouvelle contre-attaque de notre part ; nous faisons encore des prisonniers et délivrons quelques-uns des nôtres.

Le 21, une attaque préparée du côté du village est empêchée par notre artillerie de sortir de ses tranchées.

De ces derniers événements se dégage l'impression très nette que les attaques ennemies deviennent plus molles et que les troupes qui garnissent leurs tranchées ont une moindre capacité de résistance. L'usure est manifeste.

L'avenir dira si l'état-major allemand possède sur d'autres fronts ou sur d'autres points du front des réserves moins éprouvées.

En admettant qu'elles existent, s'a-

charnera-t-il à les faire fondre dans la même fournaise ?

Entrevoyait-il, au contraire, la possibilité de trapper ailleurs ?

De Vaux à Damloup, l'accès des Côtes de Meuse lui semble interdit ; mais, à partir de Combrès, il a pied sur ces hauteurs. Va-t-il maintenant chercher un troisième point d'attaque dans la région Mouilly, Rupt-en-Wœvre, Villers-sur-Meuse ? Et son attaque du 19 avril contre la hauteur des Eparges est-elle le prélude d'une opération de ce genre ?

La façon dont nous avons arrêté, le 19 avril, trois attaques successives contre cette position déjà célèbre montre que, de ce côté aussi, nous saurons le recevoir.

Général Verraux

P.-S. — La revue de la presse du Journal du 21 avril porte ceci :



J'avais pensé que l'Œuvre avait le droit de reproduire ce que le Journal avait déjà reproduit, et j'avais eu bien soin, dans mon article du 22, de dire que je ne faisais que copier.

Tel ne fut point l'avis de la censure. Comprenez qui pourra.

V.

MÉFIONS-NOUS des Hongrois et des Bulgares

Les Bulgares sont fatigués de la guerre ; ils croyaient partir pour une brève campagne et chaque jour renforce leurs adversaires. Ils ne demanderaient qu'à trahir, cette fois, les Allemands ; le prix serait payé... par les Serbes ; l'Entente leur reconnaîtrait les territoires de la Vieille-Serbie qu'ils ont dernièrement occupés, et ils retourneraient à leurs champs.

Si extraordinaire que cela paraisse, il est encore des gens en place, dans certaines des nations alliées, pour faire leur cette idylle. Or, une telle politique serait, de la part de l'Entente, aussi absurde que malhonnête. J'éviterai de donner ici des précisions, non seulement parce que la censure les bifferait, mais parce que je les crois inutiles ; on me permettra d'affirmer très nettement que je n'avance pas une simple hypothèse.

Ne nous laissons donc pas de le répéter : les Bulgares sont, dans les Balkans, ceux que nous devons combattre jusqu'à ce qu'ils se rendent à merci. En même temps que des puissances alliées, ils sont les ennemis héréditaires des Grecs et des Roumains ; une indulgence maladroitement leur égard compromettrait ce qu'il nous reste de chances auprès de ces deux peuples ; un acte de vigueur, au contraire, aurait vite fait de doubler notre crédit.

Il faut que les Bulgares voient en face d'eux des Russes, en même temps que des Serbes, des Anglais et des Français ; peut-être alors marqueront-ils quelque mauvaise humeur au prince qui les aura entraînés dans cette aventure, mais ce sera affaire à régler entre eux et lui ; nous n'aurons, quant à nous, d'autre devoir que de tendre une zone de protection autour de cet incendie, sans exagérer les dimensions du pays que nous laisserions « la part du feu ».

Un autre piège, à ce qu'il me semble, est tendu à l'Entente par les Hongrois. Des interviews retentissantes, comme celle du comte Andrássy reproduite hier par le Morning Post, des notes de presse habilement semées par le comte Tisza visent à nous faire croire qu'il y a désaccord, au moins sur les questions économiques, entre Hongrois et Allemands. La vérité, c'est que les Hongrois ne veulent pas traiter avec Berlin avant d'être certains qu'ils obtiendront de Vienne un renouvellement du pacte dualiste conforme à leurs intérêts, mais ils réservent tout l'avenir.

Les victimes désignées sont les Allemands d'Autriche, pas intéressants, parce qu'ils se font délibérément subalternes, et qui sont pris dans cette alternative cruelle ou de se voir absorber par les Allemands d'Allemagne et devenir des sous-Prussiens, ou de se livrer à la discrétion des agriculteurs et des féodaux hongrois. Nous aurons certainement à revenir sur cette situation.

Pour le moment, Hongrois et Bulgares représentent exactement, dans l'Europe centrale et dans les Balkans, les méthodes et les chances pangermanistes ; en face d'eux, sans faiblesse, sans vaine littérature, avec le sentiment constant et froid des réalités, l'Entente doit se souvenir qu'on n'a que du fer pour ses ennemis.

Louis Bacqué

LE PRINCE MIRKO ENGRAISSE

Genève, 22 avril. — On mande de Vienne qu'une consultation médicale a eu lieu au sanatorium de Loew, pour examiner le prince Mirko de Montenegro. Le bulletin qui a été publié à la suite de cette consultation constate que le poids du prince a augmenté et que l'inflammation du pignon droit a diminué.

Hors d'Œuvre

Il coupe aussi les oreilles ennemies

Enhardi par une aimable plaisanterie de M. Malvy, qui eut un jour un succès fou à la tribune de la Chambre, un de nos confrères avait écrit, également sur le mode badin, un article qui commençait ainsi :

« J'ai rencontré l'autre jour un des deux Boches déclarés par M. Malvy, un des deux sales Boches qui sont à Paris. Et ce Boche, parlant au nom de tous les autres, m'a dit... »

Vous saisissez l'indication légère : « parlant au nom de tous les autres ».

Il fut un temps où Anastasie avait un sabre et pas encore de lunettes. Il suffisait de procéder par allusions, de parler par paraboles et de présenter sous forme de charade le mot « métallurgie » pour faire passer les choses les plus énormes.

Ce temps n'est plus. La censure, ayant saisi la malice, a échappé l'article dont j'ai cité les premières lignes. Nous ne saurons pas ce qu'a dit un des deux Boches de M. Malvy.

Cet échappage nous prouve deux choses :

1° Le bureau de la censure comporte actuellement une équipe « à la hauteur », qui découvre les choses les plus enveloppées, comprend les plus légères allusions, et trouve avec aisance le mot des charades les plus compliquées ;

2° M. Malvy n'a pas du tout plaisanté, comme tout le monde l'a cru, en déclarant qu'il restait seulement deux Boches à Paris. C'est un chiffre officiel, sacré, qu'il est interdit de discuter.

Nous sommes donc autorisés à déclarer que c'est par suite d'une erreur qu'on continue à apposer dans les endroits publics cette affiche émanant d'un autre ministre : « Taisez-vous ! Méfiez-vous ! Des oreilles ennemies vous écoutent ! »

Il tombe sous le sens qu'il n'existe plus d'oreilles ennemies chez nous, puisque nous n'avons plus à Paris que deux Boches, et que ces deux Boches sont d'excellents Français.

ZETTE

Ce qu'il ne faut pas

croire sans réserves

1° Qu'à la suite du prochain Conseil de la Couronne, annoncé pour aujourd'hui à Athènes, « l'attitude définitive de la Grèce va être fixée » ;

2° Que lors des « dernières émeutes de Berlin » la police a tiré sur la foule qui réclamait la paix devant le Reichstag « causant plus de 200 morts et un grand nombre de blessés » ;

3° Qu'en Autriche, d'après des récits de « voyageurs dignes de foi », l'Etat aurait « mis la main sur tout l'argent privé afin de s'en servir pour la guerre ».

Le charbon est cher

Il faut féliciter les braves bureaucrates de la R. G. A. qui, au ministère de la guerre, ont résolu la question du chauffage de manière à réaliser une sérieuse économie de main-d'œuvre.

Le soir, à 7 heures, en quittant leur travail, ils chargent de charbon les grilles qui assurent le chauffage de leurs bureaux. Ces grilles ont 80 centimètres de large et contiennent pas mal de combustible ; il faut donc faire un effort sérieux pour les bourrer.

Mais, de cette façon, le feu sacré qui a brûlé toute la nuit, n'est pas éteint le

matin à l'ouverture des bureaux. Et il n'est pas nécessaire de préparer et d'allumer un nouveau feu. C'est donc une demi-heure de travail qui est gagnée chaque matin au profit de la défense nationale.

Echantillons

Nous prions nos correspondants, tant civils que militaires, de cesser leurs envois d'échantillons de « maryland ».

Notre conviction est faite. Le tabac maryland à 1 franc le paquet, quelle que soit la latitude du bureau de tabac où a été fait le prélèvement, est infumable.

Son aspect, il est vrai, varie suivant les climats. Il nous en est venu du Midi, qui ressemble comme consistance, comme odeur et comme saveur, à la sciure du bois de sapin. Il nous en est venu de Bretagne, qui ressemble à du varech imparfaitement sec. Il nous en arrive encore de bureaux de tabac parisiens, qui offre la même apparence que la barbe de M. Jules Gautier, telle qu'on la peut voir figurer dans les colonnes de l'Œuvre.

Mais, dans tous les cas, ce tabac se comporte aussi mal que possible dans l'intérieur d'une cigarette et résiste admirablement à la combustion lorsqu'on le place dans le fourneau d'une pipe.

Il brûle, il est, vrai, lorsqu'on le projette sur un bon feu de boulets, mais il dégage alors une odeur âcre et désagréable. La Régie agirait sagement en offrant son stock de maryland au ministère des munitions, pour la fabrication de fumées asphyxiantes à l'usage des Boches.

Un scandale colonial

Le directeur des douanes et régies de l'Indo-Chine vient d'adresser à ses subordonnés une circulaire qui a causé la plus vive émotion dans les bureaux de l'administration métropolitaine.

Cette circulaire rappelle aux fonctionnaires indo-chinois qu'ils ont le devoir d'éviter scrupuleusement toute dépense inutile en ce qui concerne les fournitures de bureau.

Notamment :

On devra écrire sur une feuille simple les lettres destinées aux personnes étrangères à l'administration, toutes les fois que le sujet à traiter le permettra.

Lorsqu'un rapport de service devra être étudié successivement par les différents chefs de la hiérarchie, les observations seront transcrites par ceux-ci à la suite du premier exposé et non plus reprises dans un rapport spécial ; si l'un des chefs n'a aucune considération nouvelle à formuler, il se bornera à apposer la mention « Même avis » ou « Mêmes propositions », ce qui simplifiera d'autant la correspondance.

Les bordereaux d'envoi ne seront employés que dans le cas de nécessité réelle ; ils seront choisis du format en rapport avec les indications qu'ils devront porter.

Nous espérons apprendre prochainement la révocation du directeur des douanes d'Indo-Chine, qui, méconnaissant les plus vieilles traditions de l'administration française, en compromet le prestige auprès des populations indigènes.

Les beaux titres

Du Journal (22 avril) en 1^{re} page :

LE SERGENT, LES RATS ET CLÉMENT MAROT

Et en 2^e page :

L'ANGOISSE FINANCIÈRE ÉTREINT LA GRÈCE

A la Chambre

La loi sur les loyers est votée Les députés parlent en vacances

Nous voici en vacances jusqu'au 18 mai. Il avait bien été question, au cours des réunions des présidents de groupes, de ne partir que jusqu'au 16 mai... Mais on avait oublié que le 16 mai, c'est... le 16 mai. Il y en eut qui ont eu peur de cette date historique ; alors la Chambre s'accorda deux jours supplémentaires.

Hier, dernière journée de travail, lourde, chargée d'orage. Il n'eût pas fallu que la séance durât longtemps pour que l'électricité qui était dans l'air provoquât des incidents.

Enlèvement du départ !

On s'occupa d'abord des loyers. On liquida la question.

Il s'agissait toujours de l'article 25, auquel M. Lugol opposait un système consistant dans l'émission de bons spéciaux qui serviraient à dédommager les propriétaires, l'Etat étant garant de cette émission.

C'est l'indemnité aux propriétaires posée sous une autre forme. Elle fut combattue par M. Ribot avec un argument qui porta et qui enleva le vote.

Comment, dit-il, vous allez décider que les propriétaires fonciers seraient seuls à toucher l'intégralité de leurs revenus pendant la guerre et que l'Etat se chargerait de solder la totalité des loyers impayés !

La proposition Lugol fut repoussée par 335 voix contre 120.

Et l'article 25 que nous avons résumé hier a été voté à mains levées.

Puis, après des interventions nombreuses qui ne modifièrent en rien les derniers articles qui restaient à voter, et après qu'on eut décidé que les petits loyers pourraient être prorogés d'une durée égale à la guerre, le président mit aux voix l'ensemble de la loi.

Alors se produisit un curieux mouvement de séance.

Pendant que M. Deschanel lisait les derniers textes, les socialistes, groupés autour de M. Bedouce, causaient avec animation. Ils ne s'aperçurent pas que, tout étant adopté, l'ensemble allait être mis aux voix.

Le président prononça les paroles ordinaires : « Je mets aux voix l'ensemble » ; et déjà les huissiers portaient, avec les urnes, à la cueillette des bulletins.

Alors les socialistes s'aperçurent que le vote commençait. Ce fut de la stupeur. On vit M. Laffont brandir un papier ; et ses collègues tendaient des mains suppliantes vers M. Deschanel. Le groupe avait en effet une déclaration à lire ; or il était trop tard. Plus personne ne pouvait parler ; il fallait voter. Devant les boîtes de bulletins assemblées, les membres de l'extrême gauche se groupèrent ; et ils discutèrent. Un huissier attendait patiemment leur décision ; finalement, il partit avec son urne vide. Les socialistes s'abstinrent.

La loi fut votée par 302 voix contre 20.

M. Briand prit place au banc du gouvernement juste à temps pour voir M. Charles Bernard, à la tribune, qui montait l'interpeller sur la censure. M. Charles Bernard cita quelques exemples des fantaisies de « ce monsieur Jules Gautier », ce « père Coupe-Toujours » qui tranche et rogne au petit bonheur. Les choses les plus anodines ne trouvent pas grâce devant ses ciseaux ; et, alors même qu'on vante les bienfaits du parlementarisme et les mérites des commissions, il caviarde éperdument.

Tant de désordre dans l'oratoire dont la presse est victime mériterait une sanction parlementaire. Et le député de Paris invita le président du conseil à affirmer à nouveau sa volonté de faire respecter la liberté de la presse.

M. Briand se leva, et il dit :

« Le gouvernement demande le renvoi de la discussion à une date ultérieure. »

Ce fut tout ; la Chambre s'en contenta. Elle prononça le renvoi par 306 voix contre 189.

On sait que, jeudi prochain, se réunira à Paris une conférence interparlementaire des Alliés en vue d'étudier certaines questions économiques.

M. Bedouce se plaignit de ce que les députés alliés fussent reçus à Paris par des députés non régulièrement mandatés par la Chambre. Il voulait, à ce sujet, interpeller le gouvernement.

Mais, a répondu M. Briand, il ne s'agit pas d'une réunion officielle. Le gouvernement n'y est pour rien, il se contentera de recevoir très cordialement les parlementaires alliés.

Et M. Chaumet ajouta :

« C'est un groupe interparlementaire de sénateurs et de députés qui a pris l'initiative de discuter avec les Alliés de questions économiques. C'est son droit ; il n'engage pas la responsabilité du Parlement. »

Mais si, a riposté M. Groussier.

Alors, lui répliqua M. Chaumet, quand vous assistiez à Londres à une conférence socialiste internationale, est-ce que vous représentiez le Parlement français ?

Enfin on allait partir, quand M. Raffin-Dugens demanda la parole pour poser cette question :

« Quand et comment le président

du conseil entend-il que la guerre se terminera ?

Comme il voulait en dire beaucoup plus, le président lui coupa la parole. Et les députés partirent jusqu'au 18 mai.

AU SÉNAT

On liquide, on vote, on scrutine avant de s'en aller en vacances. Parmi les projets et propositions adoptés, quelques-uns sont à signaler.

Le Sénat adopte le projet de loi relatif à la nomination au grade de sous-lieutenant des candidats admis à l'Ecole Polytechnique et à l'Ecole Spéciale Militaire et des candidats admissibles à l'Ecole Polytechnique.

Sur la demande de M. Noël, directeur de l'Ecole Centrale, et sénateur de l'Oise — c'est lui qui a été retenu en captivité pendant dix-huit mois par les Allemands — la mesure est étendue aux élèves de l'Ecole Centrale, de l'Ecole des Ponts et Chaussées, de l'Ecole Nationale des Mines et de l'Ecole des Mines de Saint-Etienne.

Le Sénat adopte à l'unanimité de 235 votants le projet de loi portant ouverture au ministre des Affaires Etrangères d'un crédit extraordinaire pour frais de réception et de séjour en France du prince régent de Serbie.

Dans la discussion du projet de loi sur le ravitaillement de la population civile en blé et en farine, M. Clémentel, ministre du commerce, donne quelques explications :

Le projet aura pour résultat d'empêcher une sortie d'or et de faciliter le passage d'une récolte à l'autre.

En ce qui concerne les réquisitions, j'interviendrai auprès du sous-secrétaire d'Etat à l'Intendance, mais je puis dès aujourd'hui annoncer que la réquisition qui avait été opérée en vue de l'alimentation du camp retranché de Paris a été levée à l'égard des départements qui en avaient été l'objet.

En tous cas, il est bien entendu que les réquisitions nécessaires par les besoins de la défense nationale seront réduites au minimum de manière à ne pas troubler la liberté du commerce.

Le projet de loi est adopté.

Un crédit de dix millions de francs est voté pour permettre au ministre de l'Intérieur d'accorder des subventions extraordinaires aux départements envahis.

En fin de séance, le Sénat adopte la proposition de loi instituant un diplôme à remettre aux familles des morts pour la patrie depuis le début des hostilités.

M. Félix Martin. — Je souhaite que le diplôme prévu soit plus artistique que la croix de guerre qui semble avoir été inspirée par une croix étrangère ; il faut que ce diplôme soit une merveille de l'art français.

M. Henry Chéron, rapporteur. — Le diplôme d'honneur sera digne des mémoires qu'il commémorera. En ce qui concerne la croix de guerre, M. Félix Martin peut être rassuré ; elle ne rappelle pas plus la croix de fer que nos procédés de guerre ne rappellent les procédés qui ont à tout jamais déshonoré nos ennemis.

Après avoir ajourné un certain nombre de discussions, le Sénat décide qu'il se réunira le jeudi 18 mai et s'octroie vingt-cinq jours de repos.

Les brevets pris en France par les Allemands

Maintes fois, depuis la guerre, on s'est étonné que les brevets des Allemands n'aient pas été annulés dès le début des hostilités, et, jusqu'à présent, aucune explication bien claire n'avait été donnée à ce sujet.

M. Bergeron, député, ayant de nouveau posé la question au ministre du commerce et de l'industrie, par l'intermédiaire du Journal officiel, vient de recevoir de M. Clémentel une réponse qui met les choses au point.

« Les brevets allemands, déclare le ministre, c'est-à-dire les brevets délivrés par l'administration allemande et suivant la loi allemande, n'ont jamais donné en France aucun droit à leurs titulaires. »

« En ce qui concerne les brevets français, c'est-à-dire délivrés selon la loi française et appartenant à des sujets et ressortissants allemands, la loi du 21 mai 1915 en a interdit expressément l'exploitation en France par lesdits sujets et ressortissants et par toute personne pour leur compte. La même loi dispose que, si l'exploitation d'un de ces brevets est reconnue utile pour la défense nationale ou présente un intérêt public, l'exploitation peut en être assurée directement par l'Etat ou concédée à des particuliers français ou ressortissants des pays alliés ou neutres, par un décret rendu après avis d'une commission spéciale et aux clauses et conditions d'un cahier des charges annexé. »

« Ces mesures sont identiques, en fait, à celles qui ont été prises en Angleterre par les lois des 7 et 28 août 1914 et par le règlement du 21 août 1914 à l'égard des brevets anglais appartenant à des sujets des pays ennemis qui, contrairement aux informations inexactes publiées, n'ont jamais été annulés. »

« Ni l'Italie ni le Japon n'ont édicté non plus aucune disposition tendant à l'annulation des brevets possédés par des ennemis. »

« En Russie seulement, une loi du 21 février 1915 a annulé la validité des brevets d'invention russes appartenant à des sujets ennemis et, par réciprocité, l'ordonnance allemande du 1^{er} juillet 1915 a annulé les brevets allemands appartenant aux sujets russes. »

« Il y a lieu de remarquer que la Russie ne fait pas partie de l'union internationale pour la protection de la propriété industrielle, la protection de la convention de Paris de 1883, révisée à Washington en 1911, à laquelle la France, comme l'Angleterre, le Japon et l'Italie, ont au contraire adhéré, ainsi que l'Allemagne et la plupart des pays neutres. »



— Deux colonnes coupées, trois lignes enlevées.
— Où ça, grand Dieu ?... A Verdun ?
— Mais non... dans « L'Œuvre ».

Bouet

"L'Œuvre" Littéraire

LES LIVRES QU'ON LIT

ALBERT PINGAUD : *L'Italie depuis 1870* (Ch. Delagrave, éd.). — CHARLES DE SAINT-CYR : *Pourquoi l'Italie est notre alliée ?* (Ed. Mignot. La Renaissance du Livre, éd.).

L'Italie, à présent qu'elle intervient pour défendre les mœurs latines, la culture méditerranéenne contre la féodalité sanguinaire et le pédantisme militaire de l'Allemagne, renoue, à travers une longue suite d'âges et d'événements, le fil de son histoire. Dépositaire de la civilisation pendant la nuit médiévale, c'est par elle que germa, derechef, ce s'épanouit le printemps de la Renaissance.

Grande nourrice des hommes et des brutes, la terre de Virgile ne cessa jamais de présider à l'éducation de l'humanité. Les barbares passent, l'avalanche d'hommes ne laisse que ruines et désolation : villes en flammes, champs dévastés, partout des morts, et, plus lamentables encore, des fugitifs, errant à l'aventure sur les routes désertes! Mais, sans perdre un moment, l'Italie, au milieu de ses décombres, vaque à tous les arts de la civilisation. Demain, c'est elle qui donnera aux vainqueurs sauvages les règles de la vie, elle qui fondera le droit et ressuscitera les arts. De tout temps, en effet, l'Italie a fasciné les barbares, ceux d'Alaric ou d'Attila, ceux que Marins réduisit en poussière non moins que ceux dont, vainement, Silicion, Aélius, pour un jour, compriment l'élan dévastateur. Venu de la forêt hercynienne, de la *pusta* hongarique, du steppe morne comme l'hiver et comme le trépas, ces Hyperboréens, gorgés de cervoise, d'hydromel, repus de chair, harassés de meurtres et de carnage, sentent le charme du pays dont l'orange, le myrte et le laurier-rose font un incomparable jardin. La douceur du climat les pénètre. « Ils flairent — dit un contemporain — la volupté romaine avec des narines de loup. » Aussi peut-on dire que l'histoire de l'Italie au Moyen Âge est celle des guerres qu'elle soutient contre les Germains, guerres diplomatiques ou guerres à mains armées. La souplesse et le courage italiens se débattaient contre l'astuce et la force teutoniques. Tantôt pour l'empereur, tantôt pour le pape, Guelfes et Gibelins soutenaient, tour à tour, le parti impérialiste ou le parti national. Celui-là même qui crie, à Florence : *Libertà !* vocifère à Pise ou à Sienne : *Popolo !* Il prend place avec ses hommes d'armes, soit à gauche, soit à droite du palais. Dante, lui-même, hésite ; sa politique semble tourmentée, alors qu'elle reste purement et simplement italienne. Cette politique (l'irréductibilité de Cavour) fut celle de Pétrarque et, trois cents ans plus tard, celle de Machiavel. Artistes, poètes, hommes d'Etat, les grands Italiens eurent tous pour objectif l'unité de leur pays. Le temps passe ; les mœurs évoluent, des forces nouvelles apparaissent dans le monde ; elles suscitent des hommes nouveaux. Qu'importe ? L'Italie, obstinément, demeure fidèle à son idéal, poursuit le même but. Le fade et trop alambiqué sonneur des Sonnets à Laura de Noves saluait d'un cœur toujours déçu, toujours confiant, le fondateur de la patrie à venir. Il implorait tour à tour du pape, de l'empereur, une aide que l'auteur du *Prince* attendait, quant à lui et non sans clairvoyance, de César Borgia. L'apre génie et la féroce logique, la ténacité de ce terrible duc avaient séduit le théoricien politique ; Machiavel espérait qu'après avoir détruit ou absorbé les principales italiennes, le fils d'Alexandre VI, roi de Rome, donnerait à l'Italie une force dont l'avait trop longtemps privée une féodalité cupide et malaisante, qu'il en ferait une patrie et, de nouveau, la reine des nations.

Malgré sa haine de la Papauté, Dante paraît, en effet, avoir pressenti les inconvénients de la suzeraineté germanique. Trois siècles avant Luther, il ne se livre pas sans quelques restrictions aux foudres pesants de qui viendra la Réforme, cette « plaie des Ténèbres » qu'est le protestantisme, religion unique de l'hypocrisie et de la laideur. Les doutes, les retours, les gestes de méfiance et d'hésitation, dans les rapports qu'elle entretient avec l'Allemagne, ont lieu, comme au treizième siècle, pour l'Italie unifiée, au vingtième ; le *corso e ricorso*, le flux et le reflux des événements, dont un philosophe italien a déterminé les lois, ce perpétuel retour de l'histoire sur elle-même enseigné par Vico, éclate de la manière la plus expressive dans les événements contemporains.

Le Saint-Siège, lui-même, a paru, un moment, incliner vers l'Autriche, faire sienne la cause de l'Allemagne hérétique et de la Turquie musulmane. Mais le singulier reflètement du catholicisme depuis la guerre, sans doute, a rendu au pape la confiance qu'il avait autrefois dans un pays aussi parfaitement catholique et religieux que la France. L'antichristianisme a fait son temps ; bien naïf qui se lamenterait sur

sa dépouille. Jamais tant d'étroitesse d'esprit n'a fait si bon ménage avec tant d'insouciance et d'insidiosité.

Que l'épicière, le marchand de vins et celui d'abats ne partagent point sur la nature du Verbe les doctrines de saint Athanase, cela n'importe guère à la marche des étoiles ; mais il est indéniable que la foi des orthodoxes grecs ou romains les porte à des sommets peu accessibles au vulgaire ; car, « l'une et l'autre de ces croyances mettent à la portée de tous la vertu des grandes âmes ».

Ouvrez d'abord le livre — négligemment écrit, pensé honnêtement — de M. Charles de Saint-Cyr. La parfaite documentation de ce travail fait honneur à l'assiduité de l'historien. Si, comme l'affirme Agathon, la Sorbonne a pour bête noire Michélet, M. de Saint-Cyr ne peut manquer d'être, en ce lieu, tenu pour un grand homme. Il n'a cure de l'éloquence. La faconde, l'oreille, le style, tout ce que les envieux, les crétiens et autres mille-pattes, qualifient, chez les écrivains doués, de boursoufflure, lui fait absolument défaut. Mais il sait dater. Il a présentés les synoptiques ; il connaît, dans son détail, chaque événement de la période qu'il étudie. Il sait travailler, et ce n'est pas un faible mérite.

L'esprit de roman qui, tempéré de sagesse italienne, crée, au besoin des temps, les grands meneurs de foule, apôtres, guerriers, tribuns, conspirateurs, suscite les marins et les soldats, anime aux entreprises les beaux aventuriers, princes, moines, condottiers, hommes du peuple, Savonarole, Jean-des-Bandes-Noires ou Cola di Rienzi, qui, naguère encore, soufflait à Gabriel d'Annunzio les paroles décisives en faveur des traditions latines et de la romanité, marqua de son empreinte chevaleresque le premier fauteur de l'unité italienne et du *risorgimento*, Giuseppe Garibaldi.

Les premiers jours de l'enfant prédestiné s'écoulent parmi les fleurs somptueuses, près de la mer divine où les Sirènes ont chanté, dans cette paradisique lumière et ces parfums de marine qui font de Nice une terre sans égale d'enchantement et de beauté ; puis, succédant aux minutes puériles et délicieuses que hantaient déjà les rêves de gloire, c'est l'embarquement pour l'Argentine, la longue traversée et, bientôt, la *pampa*, la vie errante du jeune aventurier, moitié *gaucho*, moitié paladin, à travers des plaines sans limites, les faltes dans les *estancias* hospitalières, les coups de feu, les escarmouches dont plus d'un ne revint pas ; la douce idylle qui mêle ses primevères aux après-lauriers de cette campagne un peu folle, Menotti Garibaldi naissant au bivouac, parmi les alertes et les chevauchées d'une déroute, le triomphe de Rosas, le retour en Italie et les amertumes d'un veuvage précoce ; enfin, les prises d'armes sur le vieux continent, les combats, cette lutte héroïque d'où va sortir l'unité italienne, toute jeune de gloire et d'immortalité.

Le geste de Garibaldi, à partir de sa vaillante jeunesse et des exploits ultramarins, jusqu'à cette heure pathétique où, devant la *terza Italia*, fondée à jamais sur des bases plus fermes que l'airain, devant Rome, sa capitale retrouvée, aux acclamations d'un peuple entier, Victor-Emmanuel, sur son cœur (vraiment royal !) pressa le chef des *camice rose*, où le Roi et l'insurgé, dans un même transport, communieront de la Patrie et de sa force nouvelle, M. Charles de Saint-Cyr en a déduit les aspects surprenants et complexes, avec un singulier bonheur.

En quelques pages sobres et vivantes, il condense les événements, à la suite desquels fut restitué au peuple italien son domaine primitif.

Les remaniements que la Grande Guerre imposera, demain, à l'Europe attentive ont pour point de départ cette conquête de l'unité italienne, cette conquête qui dépasse de beaucoup en résultats politiques et sociaux les guerres puniques ou l'asservissement des Gaules.

Bismarck fut un piètre élève de Cavour dont il n'avait l'élégance ni la profondeur. La haine est clairvoyante. Aussi le comte de Beust, ennemi des Italiens, mais plus hostile aux Allemands du Nord, dans un livre felleux, mais plein d'utiles vérités, au lendemain de Sedan, prévoyait déjà la campagne de 1914. Il montrait, victime de sa cupidité, l'ogre germanique, et présentait l'effondrement de sa puissance, la ruine de cet édifice démesuré, tout en façade et qui s'écroulera bientôt, sans doute, emporté, suivant le mot de l'Écriture « comme la tente d'une nuit ».

C'est la reconstruction de la *terza Italia* qu'étudie en un fort volume, et sous la préface de M. E. Denis, professeur à la Sorbonne, M. Albert Pingaud. La Triple, l'engouement de Crispi, son amour pour l'Allemagne, la vanité tirée par lui de ses rapports intimes avec le Chancelier de fer ; ensuite le « décollement » qui bientôt désunit les partenaires dans cette amitié de commande, malgré les avances un peu lourdes faites par Guillaume à l'Italie et « son plaisir manifeste à profiler sa silhouette un peu raide sur les horizons de la Ville éternelle ». Tout cela est vivement conté, plein de faits, de

choses nettes et précises. Le relèvement économique de la Péninsule, aussi bien que les rencontres avec l'Allemagne en Tripolitaine ne laisse guère subsister de la Triple qu'un souvenir. Crispi, à qui toujours manqua le sens de la mesure et qui ne semblait jamais aussi belliqueux et redouté qu'au temps qu'il parlait de paix, assista, en 1890, à la chute de Bismarck, le vit bientôt mourir, ne tarda pas à le suivre.

Les deux complices, hommes politiques néanmoins, d'une sagesse un peu désabusée, auraient pu garder la paix du monde.

A présent la parole est au plus fort ; le canon gronde ; la mort plane, comme un vautour sinistre, dans les airs. Le monde se souvient que la force est aussi une vertu cardinale, fonction de la sagesse, de la raison et de la bonté.

Par le fer, le feu, la hache et le poignard, c'est elle qui s'efforce d'accoucher un monde près de naître.

Sera-t-il plus doux, plus humain, plus juste, ce monde, où l'humanité future, déjà, prépare ses habitations ?

Laurent Tailhade

LE VIEUX BACH

La saison musicale de 1916 vient de se terminer par une audition de la *Passion selon saint Jean*. Nous avons religieusement admiré, une fois de plus, l'inspiration sublime du vieux Bach, et, tandis que se déroulaient les phrases magnifiquement sonores, nous songions à tous les inutiles bavardages dont la musique allemande est le prétexte.

Nous ne pouvons que hautement féliciter l'organisateur de ce concert spirituel, M. Victor Charpentier, de ne pas s'être laissé intimider par certains érudits lyriques qui voudraient envelopper dans le même mépris Wagner, Schumann, Brahms, Schubert, et le sinistre général qui condamna la merveille de Reims. Également, nous devons montrer la plus vive reconnaissance envers MM. Chevillard et Pierné qui, durant l'hiver, nous ont permis d'entendre de Beethoven.

C'est le don supérieur de notre patrie, son apanage et sa grandeur, que savoir distinguer toutes nuances, et voilà pourquoi nous trouvons douloureux que certains esprits de chez nous se soient laissés entraîner à des polémiques, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles sont inopportunes.

Il est profondément regrettable de rencontrer parmi eux l'auteur respecté de la *Symphonie avec orgue* et de *Samson et Dalila*, qui a écrit contre Wagner de violentes diatribes. La guerre, comme on dit, nous a mis du plomb dans la cervelle... les veillées aux créneaux, dans la tranchée, poussent à la réflexion, et l'on arrive à découvrir un véritable et très habile opportunisme là où le public peut croire à du patriotisme.

Car enfin, au lendemain des malheurs de la patrie, en 1870, le maître Saint-Saëns n'avait pas les mêmes scrupules qu'aujourd'hui, puisqu'il est de ceux qui ont eu le verbe le plus haut pour imposer Wagner en France. Après une défaite, un tel produit du germanisme présentait plus d'inconvénients qu'aujourd'hui, puisque nous serons les vainqueurs. Et *Samson* ne fut-il pas joué en Allemagne grâce à Liszt, beau-père de Wagner ?

Pouvons-nous aussi oublier ce que M. Saint-Saëns a osé dire — le terme n'est pas trop vil — du pur, du touchant, du grand artiste que fut César Franck, qui, lui, n'était pas un Allemand ? Et vous souveniez-vous de ses sorties contre le chant grégorien qui, comme son nom l'indique, n'est pas allemand non plus ?

Quiconque est ou a été susceptible d'exercer son génie vers des directives ou M. Saint-Saëns a voulu pousser ses talents, est sûr de trouver en lui un acerbé adversaire.

Mais le vieux Bach, l'autre soir, nous a tout de même consolés de ces petites choses, nous, soldats du pays de Tannequin, du grand Rameau et de Berlioz.

Jean Variot

Raphaël Kirchner ce bon Viennois...

QUI LE CONTESTE ?

Les petites femmes de Kirchner sont plus exposées que jamais aux vitrines de nos libraires et de nos marchands d'estampes.

Son éditeur et les marchands qui vendent ses dessins s'en excusent et se lavent de l'accusation de faire du commerce avec un sujet d'une puissance ennemie en prétendant que M. Raphaël Kirchner est de nationalité anglaise.

Essayons de convaincre ces commerçants, qui sont avant tout des Français, par un document que l'intéressé lui-même ne pourrait renier.

Nous le trouvons dans le numéro 6

d'un petit journal, *Les opinions sociales, politiques et littéraires*, 5, rue Le-bouteux, où, sous la rubrique « Figures contemporaines », Raphaël Kirchner était présenté en ces termes :

« Ce bon Viennois est en train de devenir une figure bien parisienne. »

« Et, comme toute honnête figure parisienne, celle-ci nous vient de Vienne, en passant par Munich, Dresde, Berlin. C'est plus qu'il n'en faut, n'est-ce pas, pour sa consécration ! »

« ... Sans parler des nombreux ouvrages allemands et viennois auxquels il a apporté sa collaboration artistique, il a illustré une grande partie des romans de Félicien Champsaur... »

Faut-il ajouter que l'artiste ainsi célébré était un collaborateur régulier de cette feuille ?

LA MAIN QUI ABSOUT OU LA DÉFENSE

de Laborde, Lombard, Garfouinkel et Cie

...ET C^{ie}

(Suite et fin)

D'un timbre sonore et le geste abondant, M^{re} Pascal Ceccaldi prononça hier une ardente philippique contre la police, les Boches, Garfouinkel et d'autres encore, mêlée de quelques allusions heureuses à son client Gaston Lévy. Ce fut un feu d'artifice... ou flamberait un soleil continu.

A cette philippique, M^{re} Philippe répliqua. Il fut acerbe :

Ne sachant se défendre, mon adversaire accuse. Mais il a déployé ici un talent qui convient mieux à la Chambre et je l'invite à y retourner pour nous donner la loi qu'il nous promet hier et que nous n'avons toujours pas.

M^{re} Lagasse plaida de nouveau. C'était pour le docteur Dumorel. Et il apparut que, vraiment, cet accusé l'avait été bien légèrement. Pour des erreurs semblables de la justice, un acquittement est insuffisant. Pareil est le cas du docteur Gesland, que défendait M^{re} Nébut-Renault, pareil aussi celui de M. Weill, rentier septuagénaire, décoré de la médaille de 1870, père de deux soldats du front et traîné sur le banc d'infamie pour un invraisemblable macolage. C'est M^{re} Lowel qui fut son avocat, et son plaidoyer fut plein de logique, d'esprit et d'émotion.

M^{re} Auvillain avait, avant lui, présenté ingénieusement la défense du sergent Bordas et M^{re} Jacobson, dès le matin, avait apitoyé le Conseil sur la triste aventure de Mme Feldstein, coupable d'avoir eu l'intention d'acheter à Garfouinkel, qu'elle ne vit d'ailleurs jamais, le retour de son mari à l'arrière.

En fin d'audience, ce fut la plaidoirie de M^{re} Antony-Aubin pour le docteur Saint-Maurice. Elle était attendue. Presque improvisée, puisque l'avocat n'avait la cause que de la veille, elle fut vivante, généreuse, habile et émouvante... Et le client ne regrettera pas l'avocat de la dernière heure.

Finira-t-on demain ? Peut-être, car les formes sont encore longues et compliquées pour aboutir au jugement qui ne répondra pas à moins de 336 questions.

LA RÉCOLTE DES VIEUX PAPIERS

Un million de kilogrammes de vieux papier a été récolté en une semaine

Le groupement des intérêts économiques de la Presse française nous communique les résultats des sept premiers jours de la récolte des vieux papiers organisée par ses soins à Paris et dans les départements de Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne.

Entre le samedi 15 avril, date du commencement de la récolte, et le vendredi 21 avril inclus, soit en sept jours, les quantités, dont l'apport a été fait aux mairies, dont on a demandé l'enlèvement à domicile, ou dont l'envoi a été fait dans les gares, s'élevèrent au total important de un million quatre-vingt-quatre mille trois cent dix-huit kilos.

Un pareil résultat est la plus éloquente démonstration de l'importance qu'il y a lieu d'attacher à cette récolte, grâce à laquelle les papeteries françaises vont pouvoir être alimentées d'une matière première qui menaçait de leur faire défaut. Il y a lieu d'ajouter que les chiffres quotidiens de cette récolte, loin de fléchir, sont en augmentation croissante.

Le fait que, par suite de cette récolte, les papeteries vont se trouver approvisionnées de vieux papiers en quantité suffisante, aura pour conséquence la baisse de cette matière première employée, on le sait, pour la fabrication non seulement du papier journal, mais encore du papier nécessaire à diverses industries intéressant la défense nationale.

Nous ne pouvons donc qu'engager le public à continuer, par ses apports de papier, la précieuse collaboration qu'il donne à la Presse française.

Le Groupement des Intérêts économiques de la Presse quotidienne française croit devoir mettre le public en garde contre les agissements de certaines entreprises commerciales qui organisent des récoltes de vieux papiers sous des titres de firmes qui laissent supposer qu'il s'agit d'organisations faites par le Groupement des Intérêts économiques de la Presse quotidienne française.

Nous croyons devoir rappeler que seul ce groupement a été chargé, d'accord avec les pouvoirs publics, de l'organisation de la récolte des vieux papiers qui se poursuit actuellement avec le plus grand succès.

La surabondance des matières nous oblige à remettre à demain la suite de notre feuilleton : Les Mystères de Corneville.

L'« Œuvre » militaire

Les loyers des réformés

Puisque la question des loyers est à l'ordre du jour, si l'on parlait un peu de celui des réformés ?

Le dernier décret sur le moratorium leur consacre un article spécial : pendant six mois « après leur mise en réforme », ils sont à l'abri des revendications du propriétaire ; passé quoi, ils tombent dans le droit commun. J'oubliais : on leur accorde, du bout des ongles, une petite faveur : « ils ne pourront pas être mis en demeure de payer, d'un seul coup, leurs termes échus pendant leur incorporation ».

« Six mois après la mise en réforme ». Qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire ? S'agit-il du jour de la notification de la décision du ministre ? S'agit-il, pour les réformés n^o 1, du jour où ils sont envoyés en congé illimité, en attendant cette notification ? Comme un délai moyen de six à huit mois s'écoule entre ces deux dates, la nuance est d'importance, et les réformés, à bon droit, demandent des précisions. Ils demandent surtout que les délais courent de la signification de la décision ministérielle, et non pas de la libération.

Prenez le cas des mutilés. Le centre orthopédique de leur résidence doit leur fournir leurs appareils de prothèse. Le centre n'est pas pressé. Il lui faut cinq à six mois. Une fois l'appareil délivré, un mois au moins sera nécessaire pour l'adaptation et la rééducation. C'est donc, au minimum, après six mois que l'homme pourra commencer à gagner sa vie. Va-t-il alors lui falloir immédiatement commencer à payer son loyer ?

Il est vrai que, généreusement, on le dispense d'acquiescer, d'un seul coup, tout l'arriéré qui s'est accumulé alors qu'il recevait des marmites sur le crâne dans ses appartements de Maisons-de-Champagne, de Samogneux ou du bois Le Prêtre. Et on ne lui en veut pas trop d'avoir alors manqué de prévoyance et de n'avoir pas, sur ses cinq sous quotidiens, prélevé un petit souvenir pour son propriétaire. Aussi ne l'accablerez-vous pas d'un seul coup ! Cette prévoyance lui va au cœur. Mais ici, encore, il demande des précisions. Dans quelles conditions devra-t-il s'acquiescer ? Et lui faudra-t-il, après avoir, pendant quinze, vingt mois ou plus, travaillé pour la France, passer les années qui suivront à travailler pour son propriétaire ? Pendant que le Parlement y est, ne pourrait-il pas, une fois pour toutes, régler clairement et équitablement cette grave question ?

Mortimer-Mégret

RÉPONSES

L'abondance de notre courrier nous oblige à ne répondre qu'aux lettres signées.

Freydier. — La loi est formelle et stupide, en effet.

Marcel Renard. — 1^o Non. 2^o Oui.

Gaby Cluzel 31^o. — Demande au chef de corps.

G. T. 87. — Voyez l'instruction sur l'aptitude au service militaire, qui paraîtra dans le supplément du *Guide militaire*, 12, avenue de la Grande-Armée, Paris, et qui énumère tous les cas de réforme et d'auxiliaire.

J. L. F. — Pas obligatoirement.

D. M. 11715. — Non. Vous ne pouvez vous engager que dans la légion étrangère.

Ajax 1914. — Pas un droit, mais généralement, on l'accorde. Demande au colonel du régiment.

E. Neliou 172. — 1^o Vous auriez dû repasser une visite au plus tard le 7 avril. 2^o A Paris un loyer de 600 francs bénéficie du moratorium.

E. C. M. T. M. — 1^o Moratorium applicable pendant le temps de présence sous les drapeaux. 2^o On ne peut emporter des effets qu'avec autorisation du juge de paix.

M. Rotou. — Vous avez raison, mais nous ne disposons d'aucune influence... et pour cause.

Bigaut. — Rien à faire contre un mobilisé.

Sporn, le Havre. — Cette dame a droit au moratorium.

France. — Il ne faut pas lui conduire les enfants et faire une demande au tribunal modifiant le droit de visite. Demander l'assistance judiciaire à défaut de ressources.

G. B. K. classe 94. — Ecrivez au percepteur. Des instructions ont été données pour accorder tous sursis aux mobilisés.

Plat du jour : de 60 à 70 centimes la portion.

G. M. — C'est exact. Mais il y a, concernant les sapeurs-pompiers, un contrat entre l'Etat et la Ville de Paris qui rend cette mesure irréalisable. Les officiers de sapeurs-pompiers notamment, bien qu'officiers détachés de l'armée active, ne peuvent être envoyés au front que sur leur demande ; le ministre n'a pas le droit de les y envoyer d'office. Ils appartiennent à la Ville de Paris et non à l'armée.

Une vieille croix de guerre. — La cassation des grades, rengagés ou non, est prononcée par le chef de corps après avis du commandant de l'unité auquel appartient le militaire intéressé.

Les commandants de dépôts sont assimilés aux chefs de corps. Autant que possible, les intéressés sont admis à présenter leurs observations.

A. Z. 122. — L'instruction sur l'aptitude militaire à laquelle vous faites allusion a été révisée partiellement par une instruction nouvelle du 12 mars dernier, mais l'article 198 n'a pas été modifié. Il subsiste, et la prostaticité glanduleuse chronique, quand elle résiste à un traitement rationnel et prolongé, est une cause de réforme.

DERNIÈRES NOUVELLES

Les idées qui passent...

Heures douces

La presse parisienne vit depuis quelques jours des heures très douces : la prise de Trébizonde, la note Wilson et le débarquement des troupes russes à Marseille.

La note de M. Wilson reçoit l'approbation unanime.

M. René d'Arail écrit dans le *Gaulois* :

Tant que M. Wilson a laissé une porte ouverte à la discussion, son interlocuteur n'a pas hésité à l'enfoncer. Mais aujourd'hui il se heurte à une volonté froide et résolue : une rude voix d'honnête homme lui a dit son fait ; un accusateur se dresse devant lui, et un accusateur dont on a reconnu la modération et l'impartialité. Oserait-il le braver ? Rien n'est moins certain.

M. Brouville (*Radical*) émet un petit regret :

Ah ! si le président Wilson avait parlé au lendemain du crime de *Lustina* comme il parle aujourd'hui, il aurait sans doute évité au monde bien des horreurs.

M. Pierre Mille, dans *Excelsior*, n'est pas éloigné de croire à la fin de la guerre sous-marine :

Comme les Etats-Unis ont déjà amorcé des conversations avec les autres Etats neutres qui souffrent de la guerre sous-marine, et que la continuation de cette guerre pourrait avoir pour l'Allemagne des conséquences graves, il n'est pas tout à fait hors des prévisions que celle-ci renonce à jouer son jeu inhumain.

M. Alfred Capus (*Figaro*) proclame la faillite allemande :

Les discours de M. Wilson rallient l'Amérique entière à notre cause et le signe éloquent de la plus grande faillite que l'histoire aura enregistrée : faillite matérielle et faillite morale, abaissement devant l'univers d'un peuple qui ne s'appuyait que sur la force et que la force abandonne, discrédit total de son influence et de sa pensée.

La " Foire du Livre " de Lyon

On sait qu'une Foire du Livre va s'ouvrir à Lyon — initiative heureuse et amplement indiquée par le mouvement littéraire qui s'est si intensément manifesté en France depuis le début de la guerre.

M. Emile Faguet écrit à ce sujet dans le *Gaulois* :

Foire du livre ! Comme ce mot est bon à prononcer ! Qu'il est bon à répéter ! Il veut dire : « Oui ! ce pays a été pressé, foulé et assailli de toutes parts. Il a perdu d'immenses parties de son territoire qui sont couvertes de ruines. Et, pendant ce temps-là, il se bat avec un héroïsme sans exemple dans l'histoire ; et pendant ce temps-là, il a écrit, ne voulant renoncer à aucune partie de lui-même, aucune partie ni de son âme, ni de son esprit. Et remarquez : il ne s'est pas borné à écrire son histoire, même ce qu'il faisait. Il a vécu littérairement aussi bien par l'imagination que par la contemplation ardente de ce que faisaient ses mains. »

La mode allemande

On sait que la police munichoise a reçu l'ordre d'arrêter dans la rue toutes les dames vêtues de façon excentrique et... de les conduire au poste. Une femme arrêtée pour être trop fardee dut subir, avant d'être libérée, un nettoyage en règle, à la brosse de chiendent.

Le *Deutscher Kurier* discute gravement la chose :

Si le fait est vrai, dit-il, ce dont nous voulons douter, il constitue une grave atteinte à la liberté individuelle. Un policier n'est pas un arbitre des élégances. Il peut constater qu'un soldat allemand porte une tenue réglementaire et correcte, que son uniforme fantaisiste est conforme ou non conforme à l'ordonnance ; mais ce n'est pas à lui de juger où s'arrêtent les limites du bon goût ni de fixer des bornes à l'excentricité de la mode féminine. Des bévues sont à craindre si cet arrêté n'est pas rapporté.

En France, jamais un journal n'aurait pu critiquer avec tant de sérieux une mesure aussi stupéfiante... allemande.

Le " Rappel " et la censure

Le « tapin » de service du *Rappel* consacre un formidable roulement de tambour à la « femme à barbe » Anastasie Gautier. Il fait l'historique intéressant des démêlés que le journal fondé par Auguste Vacquerie eut avec cette charmante vieille dame. Il paraît que, déjà belle sous l'Empire, Anastasie était, en cette période lointaine, aussi tyrannique qu'aujourd'hui. Victor Hugo, Rochefort, Floquet, collaborateurs illustres du *Rappel*, eurent à subir ses caprices. Et pourtant, Hugo, Rochefort et Floquet, ça n'était pas de la petite bière...

Le souvenir de ces heures héroïques met du courage au cœur du « tapin » :

Quand un journal a vécu ces heures d'histoire et s'est froissé (quelles froissures ! mon doux Gautier !) aux héros du drame impérial, il se gausse allègrement des fantoches de la parodie actuelle. Libre à Anastasie de brandir ses ciseaux, son coupe-coupe et son grattoir ; libre à Marguerite Gautier de prodiguer ses rigueurs, peu nous chaut.

Le *Rappel* bat : la censure passe. On l'a eue. On l'aura.

Marguerite Gautier ! La Dame aux camélias ! Hélas ! l'héroïne d'Alexandre Dumas mourut en pleine jeunesse, tandis qu'Anastasie a la vie dure.

Canons en papier, canons en acier

Du *Cri de Paris* cette savoureuse indiscretion :

Naturellement, on ne peut pas savoir ce qui se passe dans le sein de cette mystérieuse commission de l'armée que M. Clemenceau préside, et devant laquelle M. Briand comparait en moyenne deux fois par semaine. C'est bien fâcheux, car les dialogues entre le Tigre et le méchant ministre qui lui rogne les griffes sont toujours fort savoureux, surtout les jours où la censure a traité l'Homme Enchaîné avec une particulière rigueur...

M. Clemenceau développait une fois de plus le cri aujourd'hui bien connu : des canons ! des munitions ! Il réclamait avec un acharnement vraiment patriotique, des canons de tout calibre, canons lourds, canons légers, canons moyens, et toujours plus de canons !

— Monsieur le président, répondit froidement M. Briand, je vois que nous sommes tout à fait d'accord. Vous fabriquez des canons qui ont une facilité admirable et une abondance, car fait plaisir. Vous me faites concurrence, car moi aussi, il faut que j'en fabrique. Mais vous avez sur moi un avantage : les vôtres sont en papier et les miens en acier. C'est la seule différence, mais elle n'est pas mince.

Et, ce jour-là, M. Clemenceau ne fabriquait pas plus avant.

Le gérant : ANTOINE KRYVITZKY.

Imprimerie WELLOFF et ROGER
16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

La journée

« A l'est de la Meuse, une attaque allemande a été rejetée. Une autre attaque avec emploi de liquides enflammés a été repoussée au bois des Caurettes. »

« Le comte Bernstorff ne désespère pas encore. On attend la réponse de Berlin. »

« Il n'y a aucune chance pour les Allemands de prendre Verdun », aurait dit le comte Andrássy.

« Le « Journal Officiel serbe » reparait. C'est la résurrection qui commence. »

« Les Chinois exigeraient décidément la démission de Youan Chi Kai. »

« Les Grecs sont bien contents d'être neutres : les Bulgares leur prennent des otages... »

Europe Centrale

Le danger d'une entente économique entre les Alliés commence à effrayer l'Allemagne. Aussi les hautes sphères officielles s'y évertuent-elles à propager parmi les peuples germaniques l'idée d'un « Zollverein » commun aux puissances de l'Europe centrale, et seul susceptible d'assurer une défense suffisante contre la menace anglo-franco-russe.

Elle n'est pourtant pas nouvelle, cette théorie du « Zollverein », et M. de Radowitz l'avait déjà défendue, en 1849, lorsqu'il proposait une union douanière et commerciale entre l'Autriche-Hongrie d'une part et, de l'autre, tous les Etats qui forment aujourd'hui la Confédération germanique. Le projet n'aboutit point, par suite de l'opposition autrichienne et, peut-être aussi, parce que Frédéric-Guillaume IV, roi de Prusse, détestait trop les Habsbourg pour s'associer à eux, même sur le terrain économique...

Cette pensée de Radowitz, le professeur Naumann, illustre par-delà le Rhin, l'a reprise. Il l'a même perfectionnée. Il voudrait, de l'Europe centrale, faire une immense nation dont Allemands, Autrichiens, Tchèques, Hongrois et Slaves seraient les fidèles citoyens. Le « Mitteleuropäer » — le « moyen européen » — constituerait le type achevé de la fusion de toutes ces nationalités et de toutes ces races qui, aujourd'hui encore, s'opposent et se combattent. La main dans la main, toutes marcheraient à la conquête des grands marchés du monde, et leur irrésistible cohésion, affirmée dans le « Zollverein », aboutirait fatalement à la défaite industrielle et commerciale de la Quadruple-Entente.

Seuls dans la presse allemande, les journaux pangermanistes s'élèvent contre une pareille conception. La fusion possible des Polonais, des Ruthènes, des Slovaques, et de tant d'autres, avec les éléments teutons de l'Empire les effraie et les blesse. Si, par l'intrusion de ces courants nouveaux, la Kultur allemande allait se trouver menacée et affaiblie ? Et la Rheinische Westfälische Zeitung, protestant contre une utopie aussi béatement humanitaire, écrit cyniquement : « Notre unique préoccupation doit être de porter le « Deutschum » à l'apogée de sa puissance et d'épanouir le plus possible notre tempérament propre. »

Ne nous frappons donc pas à l'excès. Les citoyens de l'Europe centrale demeureront toujours divisés, d'abord par le souvenir des haines ancestrales, ensuite par l'orgueil germanique qui étouffera, autour de lui, les plus beaux enthousiasmes.

Mais nous, les nations libres de la Quadruple-Entente, unies dans un idéal commun de liberté et d'humanité, rien ne nous empêche de nous associer intimement et sans arrière-pensée pour les luttes de demain. Bien plus, tout nous y convie...

Ch. O.

La neutralité grecque

Les Bulgares prennent

des notables grecs

Athènes, 22 avril. — Les Bulgares ont arrêté à Ochrida les notables grecs Pierre Pichea et Zarros, le premier âgé de 80 ans, qui ont été envoyés à Monastir et jetés en prison après une violente bastonnade. Ces notables sont connus pour avoir, sous la domination turque, toujours servi l'idée nationale grecque.

Les députés macédoniens s'inquiètent

Athènes, 21 avril. — Les incursions fréquentes actuelles et l'éventualité d'une invasion future des troupes bulgares en Macédoine préoccupent vivement les députés macédoniens qui ont attiré l'attention du gouvernement ; hier encore, ils sont revenus à la charge.

Suivant la *Nea Hellas*, les députés en question sont décidés à tout mettre en œuvre afin de conjurer le péril qui menace les populations grecques du fait des Bulgares. Le journal croit que la députation macédonienne fera une vive opposition au gouvernement, si elle n'obtient pas satisfaction.

Autour de Salonique

Salonique, 21 avril. — Aujourd'hui, journée calme, à l'exception des quelques engagements habituels de patrouilles et de duels d'artillerie.

Par contre, il a eu une grande activité aérienne. Un avion français a volé cette nuit au-dessus de Sofia, où il a laissé tomber quatre obus sur un hangar à zeppelins. Après avoir exécuté un raid de 600 kilomètres, l'avion est rentré indemne dans nos lignes.

Deux escadrilles françaises ont bombardé ce matin le campement allemand de Peritich ; une autre escadrille a bombardé une concentration de troupes allemandes dans la région de Doiran.

Ce matin, une escadrille allemande a bombardé Karassouli sans causer aucun dégât.

LA GUERRE SOUS-MARINE

APRÈS LA NOTE WILSON

Le comte Bernstorff a encore un espoir...

Londres, 22 avril. — Le correspondant du *Times* à Washington dit que le comte Bernstorff espère éviter une rupture en obtenant de Berlin, pour la mer du Nord et pour l'Atlantique, des assurances analogues à celles qui ont été données au mois de janvier pour la Méditerranée. Les sous-marins ne couleraient les vaisseaux marchands que dans les circonstances où le droit international permet aux croiseurs de les couler, et seulement après avoir assuré la sécurité des personnes qui sont à bord.

La presse américaine commente, dans sa généralité, très favorablement la note du président Wilson, qui semble avoir cette fois l'approbation de la grande majorité de la nation. La *New-York Tribune* demande même plus d'énergie encore. « L'heure a sonné ! » déclare le colonel Waterson dans le *Courier de Louisville*. Le *New-York Times* écrit que, si les Etats-Unis entrent en guerre, l'Allemagne verra se dresser contre elle une puissance aussi formidable que la France, la Russie ou l'Angleterre.

Leur attitude envers les neutres

Rotterdam, 22 avril. — L'attitude du sous-marin allemand qui a coulé le schooner danois *Proven* suscite l'indignation en Hollande. L'équipage put se réfugier dans un canot et demanda au commandant du sous-marin de le remorquer jusqu'à l'endroit où il avait chance de rencontrer du secours. L'Allemand refusa et laissa les Danois à leur sort qui paraissait devoir être fatal, car la mer était trop forte. Heureusement, le vent se calma et, au bout de trois jours et deux nuits passés à la dérive, les sept Danois furent recueillis épuisés et conduits à Ymuiden.

Une séance secrète au Parlement anglais

Londres, 22 avril. — Le roi a signé aujourd'hui l'ordre en conseil qui autorise la séance secrète du Parlement mardi prochain.

Cet ordre interdit, sous les peines les plus sévères, la publication de tout compte rendu de cette séance, à l'exception du compte rendu officiel du bureau de la presse. Toute contravention à cet ordre entraînerait la saisie non seulement du journal incriminé, mais aussi du matériel d'imprimerie.

Le cadavre introuvable

Washington, 22 avril. — Les autorités militaires américaines ne peuvent pas confirmer la mort du général Villa. Le cadavre exhumé à San-Francisco de Borgia n'est pas le sien.

Communiqué belge

Rien de particulier sur le front belge.

Communiqué anglais

EN AFRIQUE ORIENTALE

Londres 22 avril. — Les troupes montées, commandées par le général Boer Van Deventer, après leur succès à Lolkissale, le 4 avril, ont continué d'avancer et ont occupé Umbugwe et Sealanga, dont les petites garnisons ont été chassées ou faites prisonnières.

Le 17 avril, les troupes britanniques se sont heurtées à l'ennemi, qui était en assez grande force et qui se concentrait évidemment près de Kondrangiri.

La bataille continue.

La saison des pluies commence.

Communiqué russe

FRONT OCCIDENTAL

Pétrograd, 22 avril. — Dans la région de Dvinsk, les Allemands ont lancé des rafales de feu dans les villages de Garbounoka et de Ghinofka.

En Galicie, des avions ennemis ont opéré un raid sur Tarnopol où ils ont jeté quelques bombes.

Au nord du nouvel Oloxielt, nous avons trouvé un avion allemand détruit par les flammes, appartenant, paraît-il, à l'escadrille qui a volé au-dessus de Tarnopol.

FRONT DU CAUCASE

Sur le front du littoral, nos éléments ont progressé encore à l'ouest de Trébizonde ; l'ennemi qui a tenté d'entraver notre marche impétueuse a été repoussé.

Dans la région d'Askhalina, près du village d'Hanapima Gabenhanlar, les combats continuent.

Une tentative de l'ennemi pour prendre l'offensive dans la région de Mamahatun a été repoussée par notre feu.

Communiqué Italien

Rome, 22 avril. — On signale des actions d'artillerie dans la zone de Tonale, dans la vallée du Ledo et dans une partie du front, depuis Rovereto jusqu'au bout de la vallée de Calamanto (torrent de Mare Brenta).

Dans la vallée de Sugana, le 21 avril, l'ennemi a attaqué en forces nos lignes à l'ouest du torrent de Larganza. Arrêté d'abord par notre feu, il a été ensuite contre-attaqué et repoussé, et a laissé de nombreux cadavres sur le terrain.

On signale de nouveau l'emploi par l'adversaire de balles explosives.

Dans le Haut Cordevole, l'avance de nos troupes continue au-delà de Cima Lana ; nous avons fait à l'ennemi une quarantaine de prisonniers et pris une mitrailleuse.

Sur l'Isone et sur le Carso, il y a une certaine activité de l'artillerie plus intense dans la zone de Plava. Notre artillerie a boulevé des défenses ennemies au delà de Zagora ; l'adversaire a été délogé et battu par nos tirs.

LA PRISE DE TRÉBIZONDE

Pétrograd, 22 avril. — Selon des renseignements complémentaires, c'est la victoire russe sur la rivière Kara-Dere qui a déterminé l'évacuation de Trébizonde que les Turcs ont abandonné quarante-huit heures avant l'arrivée des Russes, ne laissant que l'arrière-garde pour entraver la progression trop rapide de l'ennemi et assurer la sécurité de leur propre retraite.

Sur divers points du front ouest où les tranchées adverses sont en contact étroit, les Russes ont annoncé aux Allemands la prise de Trébizonde en hissant des écriteaux. Les Allemands ont répondu par des placards portant ces mots : « Pauvres dupes, ne cherchez pas à nous tromper, le 1^{er} avril est déjà passé. »

Les forces turques

Suivant des renseignements fournis par l'état-major, les Turcs ont perdu moins d'un corps d'armée dans le district de Trébizonde, mais environ trois corps et demi entre Raibourt et Erzincan pour s'opposer à l'avance des Russes sur Trébizonde, venant d'Erzeroum. Les forces ottomanes sur le front Bitlis-Mouch sont évaluées à un corps et demi. En Arménie donc, les Turcs opèrent avec un corps d'armée environ.

LES TROUPES RUSSES A LYON

Lyon, 22 avril. — Le premier contingent de soldats russes, venant de Marseille, est passé ce matin à Lyon.

L'arrêt à la gare de Perrache a été de dix minutes à peine.

Nos vaillants alliés ont été salués par le général d'Amade, le général Meunier, gouverneur militaire, le maire de Lyon, les autorités civiles et militaires.

Un arrêt assez prolongé a eu lieu en gare de Vaise, où le thé a été servi par les soins de l'autorité militaire.

Au « Journal Officiel »

Le *Journal officiel* publie ce matin :

Loi sur la taxation des charbons et la limitation des frets pour le transport de charbon sous pavillon français.

Les Spectacles

La représentation unique de la *Revue des Etoiles*, de Rip, qui sera donnée au Châtelet, en matinée, le 29 avril, au bénéfice exclusif de l'hôpital auxiliaire n° 259, de la Fédération Nationale des Sociétés de Préparation militaire et de la Caisse de Secours des Orphelins, de ses membres et instructeurs tombés au champ d'honneur, s'annonce comme un succès sans précédent.

Il est urgent de louer ses places dès à présent, soit au Châtelet, soit à la permanence de la Fédération Nationale, 16, rue de Grammont.

Get après-midi :

OPERA-COMIQUE. — 1 h. 30. — La Tosca ; les Amoureux de Catherine.
OPERA. — 2 h. — Tricouche et Cacolet.
THEATRE-LYRIQUE. — 2 h. 15. — Mam'zelle Nitouche.
THEATRE SARAH-BERNHARDT, Vaudeville, Porte-Saint-Martin, Variétés, Palais-Royal, Renaissance, Gymnase, Théâtre Antoine, Gaité, Ambigu, Châtelet, Apollo, Athénée, Bouffes-Parisiens, Déjazet, Grand-Guignol, mêmes spectacles que le soir.

Ce soir :

COMEDIE-FRANÇAISE. — 8 h. 15. — Les Ranzau.
OPERA. — 7 h. 30. — Tricouche et Cacolet.
OPERA-COMIQUE. — 7 h. 30. — Manon.
GYMNASE. — 8 h. 50. — Le Rubicon.
VAUDEVILLE. — 8 h. 30. — Maciste.
TH. SARAH-BERNHARDT. — L'Aiglon.
GITE. — 8 h. 30. — Le Contrôle des Wagons-Lits.
PALAIS-ROYAL. — 8 h. 30. — Le Petit Café.
BOUFFES-PARISIENS. — 8 h. 15. — Polisch et Perl-mutter.
VARIÉTÉS. — 8 h. 30. — Le Dindon.
PORT-SAINT-MARTIN. — 7 h. 45. — La femme nue.
TH. REJANE. — 8 h. 15. — Zaza.
THEATRE ANTOINE. — 8 h. 30. — L'homme qui assassinait.
ATHÉNÉE. — 8 h. 30. — Théodore et Cie.
RENAISSANCE. — 8 h. 30. — Une Nuit de Noces.
CHATELET. — 7 h. 50. — Les Exploits d'une petite Française.
NOUVEL-AMBIGU. — 8 h. 30. — Ma tante d'Honfleur.
APOLLO. — 9 h. 15. — Madame Boniface.
THEATRE-LYRIQUE. — 8 h. 15. — Les Cloches de Corbeville.
FOLIES-BERGÈRE. — 8 h. 30. — La Grande Revue.
OLYMPIA. — 8 h. 30. — L'Œuf de Pâques de 1916.
CONCERT MAYOL. — 8 h. 15. — Mayol et sa troupe.
ALHAMBRA. — 8 h. 30. — Attractions.
CAPUCINES. — Relâche.
DEJAZET. — 8 h. 30. — Panachot gendarme.
GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 45. — Le Document 528 V.
PÊCHÉ DE JEUNESSE. — Le Masque ; La Lanterne.
SCALA. — 8 h. 20. — C'est Ma Vie Polpo.
GITE-ROCHEFORT. — Le Voyage du Prince Mamour.

de l'URODONAL

en vous couchant

C'est l'heure du Rein

Tous, bien portants et malades, jeunes et vieux, nous devons penser à nos reins, et les laver pendant notre sommeil en buvant de l'Urodonal en nous couchant : vous digérez mieux, votre sommeil sera plus paisible. Faites-en prendre autour de vous, à vos parents, à votre femme, à vos enfants.



La Grande MARQUE FRANÇAISE

Fernand George 91 Grande Rue MONTROUGE